

Elections : le sultan Erdogan joue la gauche contre Merkel



Jusqu'où poussera-t-il l'invective, l'insulte, la provocation ? Recep Tayyip Erdoğan cherche visiblement à agacer l'Allemagne, qui l'accuse d'ingérence dans ses affaires intérieures.

« *Qui es-tu pour parler au président de la Turquie ?* » Le dictateur ottoman s'en est pris « vertement » et personnellement, le 19 août, au ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel (SPD) : « *Connais tes limites ! Il tente de nous faire la leçon !... Depuis combien de temps fais-tu de la politique ? Quel âge as-tu ?* » s'est emporté Erdoğan dans un discours télévisé au lendemain d'un accrochage verbal entre Ankara et Berlin.

Un langage fort peu diplomatique. C'est le moins qu'on puisse dire ! De quoi s'agit-il ? D'un nouvel épisode dans les relations tendues qu'entretiennent les deux pays, particulièrement depuis le putsch manqué du 15 juillet 2016 en Turquie. Le 18 août, le maître d'Ankara a enjoint aux Turcs binationaux de ne voter ni pour le SPD, ni pour la CDU, ni

pour les Verts : « *Donnez-leur une leçon lors des élections allemandes. Ils font campagne contre la Turquie. Votez pour ceux qui n'ont aucune animosité envers la Turquie* », a expliqué le leader Turc.

Sigmar Gabriel n'a pas apprécié. On peut le comprendre ! Il a considéré que ces propos constituaient « *un acte d'ingérence exceptionnel dans la souveraineté de (son) pays* ». Martin Schultz, candidat du SPD et principal opposant à Angela Merkel pour les élections législatives du 24 septembre a estimé, de son côté, qu'Erdogan, en multipliant les saillies contre les dirigeants allemands, avait « *perdu toute mesure* ». Quant à la chancelière allemande, elle a fait savoir par son porte-parole qu'elle ne « *tolérerait aucun type d'ingérence* ».

Moucher le mamamouchi

Les choses en sont restées là. Angela Merkel n'a pas voulu moucher le mamamouchi comme elle aurait pu et dû le faire. La chancelière allemande, qui sait se montrer ferme avec ses partenaires européens – les Grecs sont bien placés pour le savoir -, a fait preuve de la plus extrême indulgence avec le dictateur islamiste.

Une fois de plus, elle a préféré privilégier les relations germano-turques, enracinées dans une tradition ancienne, même si elles ont connu des hauts et des bas. Avec Merkel, le Turc sait qu'il peut tout se permettre. N'hésitant pas à user d'insultes blessantes comme au début de l'année, lorsqu'il a évoqué des « *méthodes nazies* », suite au refus de plusieurs villes d'Outre-Rhin et des Pays-Bas de permettre à de hauts responsables de l'AKP, le parti d'Erdogan, de tenir des meetings en faveur du oui au référendum du 16 avril.

Pour Merkel, mieux vaut avaler des couleuvres plutôt que de prendre le risque de rompre un « *partenariat privilégié* » avec la Turquie. Sur le plan commercial, la Turquie est en effet le premier client de l'Allemagne et son premier

investisseur étranger. L'Allemagne étant le deuxième fournisseur de la Turquie après la Russie. Et puis Merkel est aussi prisonnière de l'accord concernant les « réfugiés », qu'elle a négocié avec Ankara avant de l'imposer à toute l'Europe. Un accord qui prévoit que pour chaque « réfugié illégal » renvoyé en Turquie, l'UE acceptait un « réfugié légal » se trouvant déjà dans le pays. Une bonne affaire pour Ankara qui joue les garde-frontières de l'Europe pour un montant forfaitaire de 6 milliards et obtient des conditions préférentielles de circulation dans l'UE pour ses ressortissants.

Un électorat majoritairement à gauche

Reste à savoir quel peut être l'impact du discours d'Erdogan sur l'électorat germano-turc. La communauté turque d'Allemagne est la plus importante au monde avec trois millions de membres. 1,2 million d'entre eux possèdent la double nationalité et pourront donc déposer un bulletin dans l'urne aux prochaines élections. Un électorat qui vote majoritairement à gauche, pour le SPD. Aux dernières législatives de novembre 2015, la diaspora turque a voté à 59% pour l'AKP.

C'est également grâce aux votes des expatriés que le leader turc a pu remporter, de justesse, avec 51,3% des voix, le référendum qui lui a permis de concentrer entre ses mains tous les pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire, accentuant encore le caractère autoritaire du régime.

Un autoritarisme qui s'exporte au-delà des frontières de la Turquie. C'est ainsi qu'Ankara avait demandé et obtenu l'arrestation en Espagne de l'écrivain germano-turc Dogan Akhanli. Là, Merkel s'est fâchée. Elle a obtenu la libération de cet opposant politique d'Erdogan.

Il faut dire qu'elle est en campagne électorale. A l'occasion d'un discours, elle s'est dite prête à durcir sa politique

contre la Turquie, envisageant même des sanctions : « *Nous devons toujours nous en réserver la possibilité* », a-t-elle déclaré, ajoutant que Berlin avait déjà « *sévèrement réagi* ». Des menaces qui doivent, à n'en pas douter, faire trembler le « *boss du Bosphore* ».

Alain MARSAUGUY